

Malgré ses lacunes, ce parcours souligne bien le dynamisme nouveau de la coopération scientifique en sciences sociales et humaines qui mériterait d'être mieux financée, compte tenu des problèmes importants rencontrés par le pays en cette période de transition à l'économie de marché, d'émigration rurale et de forte reprise de l'urbanisation, d'intégration dans la régionalisation du monde et la globalisation.

LA COOPÉRATION RÉCENTE DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE DÉMOGRAPHIQUE AU VIET NAM

par Patrick Gubry

Plusieurs opérations de recherche en coopération dans le domaine de la démographie se sont développées au Viet Nam à partir du début des années 1990. Ces opérations ont pour spécificité d'avoir impliqué plusieurs institutions françaises et vietnamiennes, aussi bien au Nord qu'au Sud du pays, d'avoir mobilisé des sources de financements variées et enfin d'avoir constitué, pour l'Institut de recherche pour le développement (IRD), un point de départ pour l'ensemble des recherches en sciences sociales au Viet Nam développées depuis lors.

Les enquêtes de terrain

Le programme d'appui à la recherche en population et développement au Viet Nam a été mis en œuvre dans le cadre du Fonds des Nations-Unies pour la population (FNUAP) en 1993 (projet VIE/93/P02), avec un appui du MAE. Le Centre français sur la population et le développement (CEPED) a été désigné comme agence d'exécution ; le CEPED était alors un groupement d'intérêt scientifique (GIS) entre l'ORSTOM (actuellement IRD), l'Institut national d'études démographiques (INED), l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et l'université Paris VI. Le programme visait à renforcer la capacité des institutions vietnamiennes dans le domaine de la population et du développement et à entreprendre des recherches sur quelques-uns des thèmes les plus préoccupants dans l'évolution actuelle de la population du Viet Nam. Quatre institutions de recherche vietnamiennes, situées à Hanoi et à Hô Chi Minh-Ville, ont été

associées au programme, qui a donné lieu à plus de 25 publications scientifiques :

- le Centre d'études démographiques et des ressources humaines d'Hanoi, dépendant du ministère du Travail, a étudié les migrations spontanées dans deux zones significatives dans le Sud : la ville de Vung Tau et la province de Dong Nai. Ces déplacements, liés à la libéralisation économique, sont un phénomène nouveau au Viet Nam et sont appelés à se développer. Il s'est agi d'étudier leurs déterminants, les problèmes qui en découlent et de proposer des solutions à l'intention des pouvoirs publics ;

- l'Institut national de planification urbaine et rurale d'Hanoi a réalisé une enquête sur la population et l'environnement à Hanoi débouchant sur un inventaire des problèmes environnementaux tels qu'ils sont perçus par la population à la veille d'une forte croissance prévisible des activités de l'agglomération ;

- l'Institut de recherche économique d'Hô Chi Minh-Ville a étudié les migrations et l'emploi dans la ville. L'immigration va de toute évidence connaître une forte croissance dans les prochaines années, croissance susceptible d'engendrer des problèmes d'emploi et de logement, rendant la gestion urbaine plus difficile dans la plus grande agglomération du pays ;

- l'Institut de sociologie d'Hanoi a étudié l'évolution de la famille dans la province de Thai Binh, dans le delta du fleuve Rouge, en relation avec la fécondité. La transition démographique est déjà largement engagée dans la plupart des régions du Viet Nam : on sait que la modification des comportements en matière de procréation dépend largement de l'évolution de la famille et du statut de la femme ; la libéralisation en cours a des effets ambivalents dans ce domaine.

En prolongement de ces premières opérations, un projet de recherche sur la migration rurale-urbaine vers Hô Chi Minh-Ville à partir d'une zone du delta du Mékong a été réalisé en 1999 en coopération entre le CEPED et l'Institut de recherche économique de Hô Chi Minh-Ville, avec un financement de la coopération française. Il s'est agi d'analyser les avantages et les inconvénients de la migration rurale-urbaine, appelée à se développer considérablement durant les années à venir. Pour ce faire, les migrants repérés par l'intermédiaire de leurs parents en zone rurale ont été retrouvés en ville et on a pu relever aussi bien leurs opinions personnelles que celles de leurs parents restés au village. Ce projet a conduit notamment à la publication de deux ouvrages, en français et en vietnamien. L'objectif principal a été de sensibiliser les décideurs au caractère inéluctable de cette migration, dans le contexte du renouveau et de la libéralisation économique, et à la

nécessité de faire évoluer la réglementation en vigueur sur le contrôle résidentiel par exemple. Il faut en tenir compte en matière d'urbanisme et de développement rural.

En 2003, un nouveau projet de recherche a été réalisé dans le cadre du Programme de recherche urbaine pour le développement (PRUD), avec financement du MAE à travers l'ISTED (ministère de l'Équipement), sur l'étude des mobilités intra-urbaines à Hô Chi Minh-Ville et Hanoi. Ce projet s'effectue en coopération entre l'IRD, l'Institut de recherche économique d'Hô Chi Minh-Ville et le Centre de population de l'université nationale d'économie d'Hanoi. Les mobilités comprennent aussi bien les migrations que les mobilités temporaires et les mouvements pendulaires (pour aller au travail, amener les enfants à l'école, faire ses courses ou pour les loisirs). Une enquête par sondage auprès des ménages a été réalisée sur 2 000 ménages à Hô Chi Minh-Ville et 1 500 à Hanoi. Ce projet, en cours, permettra de faire des propositions en matière d'infrastructures et de transports urbains.

Enfin, une recherche sur les facteurs sociaux du Sida dans le Nord du pays est en train de se développer en coopération entre l'IRD et le Centre de population d'Hanoi.

Les autres réalisations

Parallèlement aux enquêtes de terrain, on peut citer notamment la réalisation d'un ouvrage de synthèse sur la démographie de la péninsule indochinoise²⁷, ainsi qu'un ouvrage collectif sur la population et le développement au Viet Nam, dont la version vietnamienne est en cours de réalisation à Hanoi²⁸. Cet ensemble de travaux a conduit à rassembler une documentation spécialisée dans le domaine population et développement au niveau du CEPED. Pour le Viet Nam, ce centre peut être considéré comme l'un des tous premiers au monde, voire le premier, dans ce domaine, avec près de 1 300 références sur le pays ; le catalogue bibliographique est consultable sur Internet :

<http://ceped.cirad.fr>

Quelques problèmes actuels

Les acquis de la coopération dans le domaine de la recherche démographique, pour significatifs qu'ils soient, ne doivent pas

²⁷ Francis Gendreau, Vincent Fauveau, Dang Thu, *Démographie de la péninsule indochinoise*, Paris, ESTEM, 1997, 132 p.

²⁸ *Population et développement au Viet Nam*, dir. Patrick Gubry, Paris, Karthala, CEPED, 2000, 614 p.

occulter les problèmes concrets, parfois nouveaux, auxquels on se doit de remédier pour développer cette coopération encore davantage et pour la rendre plus efficace. Les conditions concrètes de la recherche en coopération au Viet Nam ont été détaillées dans une communication récente à un séminaire organisé à Hanoi par l'ambassade de France et le CNSSH²⁹. Nous n'évoquerons ici que deux problèmes concrets auxquels nous avons été confrontés à l'occasion de projets de recherche menés en coopération avec cinq organismes différents, aussi bien à Hanoi qu'à Hô Chi Minh-Ville.

Le premier problème concerne la faible implication des organismes vietnamiens au niveau de la définition des opérations de recherche. Cette situation résulte certainement du cloisonnement total entre les opérations nationales de recherche et les opérations qualifiées d'extérieures. Les premières sont initiées par une autorité nationale et financées sur fonds nationaux ; elles sont suivies par les autorités en fonction d'un calendrier et d'un cahier des charges précis. Les secondes sont initiées et financées par une institution étrangère (ce qui n'empêche pas que leur définition soit bien évidemment élaborée en concertation avec les collègues nationaux, compte tenu des priorités qui ont pu être identifiées) ; les autorités voient cela avec bienveillance et sont en fait souvent prêtes à signer n'importe quoi, car un projet extérieur peut toujours « améliorer l'ordinaire ». L'inconvénient majeur est que les autorités nationales ne se sentent que très superficiellement impliquées dans ces opérations, ne les suivent que de très loin et n'en attendent pas de résultat précis, ce qui laisse augurer une faible utilisation de leurs résultats. Vu que le Viet Nam consacre des sommes tout à fait significatives au financement d'opérations de recherche, une des solutions est sans doute de promouvoir le plus possible des opérations conjointes : même si le Viet Nam n'en finançait que 10 % par exemple, on peut être assuré que l'opération sera suivie, que les résultats seront attendus et cela augmenterait la probabilité que ces résultats soient effectivement utilisés.

Le second problème est de plus en plus préoccupant : il s'agit de la disponibilité des chercheurs nationaux. Le Viet Nam dispose de nombreux chercheurs compétents, c'est d'ailleurs pour cela

²⁹ *Quelques réflexions relatives à la recherche dans le domaine de la population au Viet Nam : communication au séminaire franco-vietnamien sur la recherche en sciences sociales*, Hanoi, 23-24 mai 2002, 14 p.

qu'on y fait de la coopération ; sinon cela ne serait pas de la coopération. Par ailleurs, les possibilités de financement de la recherche ont beaucoup augmenté depuis 10 ans, car le Viet Nam est souvent considéré comme prioritaire au niveau des instances de financement, ce qui ne fait somme toute que rattraper un certain retard ; le nombre de chercheurs n'a cependant pas suivi dans les mêmes proportions et leurs besoins matériels se sont objectivement accrus. Actuellement, les chercheurs vietnamiens ont besoin de multiplier grosso modo leur salaire par cinq pour pouvoir vivre (pour faire passer leur revenu de 100 à 500 euros en moyenne). Le résultat concret, c'est que tous nos collègues sont à la recherche permanente d'appels d'offres et soumissionnent à tour de bras pour décrocher des projets leur permettant de bénéficier d'une rémunération minimale. Chacun participe ainsi à 5 ou 6 projets différents, et en définitive les chercheurs n'ont plus du tout de temps pour travailler effectivement. Il y a dix ans, quand les chercheurs soumissionnaient à un appel d'offres, c'est eux-mêmes qui travaillaient sur le projet ; progressivement, ils se sont mis à sous-traiter de plus en plus leur travail et maintenant on est dans une situation telle que même les collègues susceptibles de prendre en charge des sous-traitances ont un emploi du temps totalement saturé ; dans ces conditions, on finit par sous-traiter à des étudiants, voire au tout-venant. Il y a donc lieu d'être inquiet sur la qualité des résultats de cette recherche dans les cinq ans à venir ; pour le long terme, tout reste évidemment ouvert. La solution immédiate à ce problème n'existe pas. D'une part, il faut s'efforcer d'augmenter la rémunération des chercheurs sur les projets tout en sachant que cette augmentation sera toujours limitée par les montants en jeu dans les appels d'offres ; d'autre part, on sait que la réforme administrative en cours au Viet Nam prévoit l'augmentation des salaires dans la fonction publique, mais cela ne peut se faire que lentement et il ne s'agirait pas de diminuer par ailleurs le nombre de chercheurs à l'instar de la réduction des effectifs dont il est régulièrement question à propos du secteur public, car le problème de la disponibilité des chercheurs resterait le même compte tenu des besoins en recherche ! Il y a un vrai problème dans l'immédiat, de nature à entraver la bonne marche des opérations de recherche.

Ces quelques réflexions sur la coopération dans la recherche démographique entre la France et le Viet Nam ne visent à être représentatives ni de la coopération dans les autres domaines de la recherche, ni de la recherche démographique en tant que telle (en

dehors d'une action de coopération), ni des autres formes de coopération dans le domaine de la population. On pourrait citer encore les actions de coopération dans la formation dans le domaine de la population au Viet Nam, menées par l'université de Paris V par exemple, et les accueils d'étudiants vietnamiens à Paris. Nous avons cherché ici à faire simplement une synthèse des travaux récents, en portant l'accent sur les enquêtes de terrain, et à dégager les problèmes les plus cruciaux qui se sont fait jour.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
À LA MÉMOIRE D'HENRI VAN REGEMORTER	11
LE SCIENTIFIQUE	13
Henri Van Regemorter et la science	13
HENRI VAN REGEMORTER ET LA GUERRE FRANÇAISE D'INDOCHINE	17
Henri Van Regemorter et <i>Propositions</i>	17
Henri Van Regemorter à la Cité universitaire internationale de Paris, 1952-1954	22
Henri dans le mouvement anticolonialiste	24
Souvenirs.....	26
LE COLLECTIF INTERSYNDICAL UNIVERSITAIRE ...	29
Des universitaires américains aux origines du Collectif intersyndical universitaire français	29
Pour une histoire du Collectif 1965-1975	32
<i>V comme Viet Nam</i> , d'Armand Gatti	37
Le Collectif d'Orsay.....	39
Des livres pour le Viet Nam	46
Des livres pour Hanoi, en Suède	53
Un syndicat dans le collectif : Le SNCS.....	61
LE COMITÉ POUR LA COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE AVEC LE VIET NAM	63
La naissance du CCSTVN (1973-1976).....	63
Activités du CCSTVN.....	69
TÉMOIGNAGES SUR HENRI VAN REGEMORTER	85
Communication de Dang Vu Minh au colloque sur les 20 ans de la collaboration CNRS-CNST	85
Retour de documentation scientifique et technique	86
Deux mots personnels	88
Hommage à Henri Van Regemorter	89
« Anh » Henri.....	91
Que veut dire dominer la nature ?.....	93

Un humaniste lucide.....	95
EXEMPLES DE COOPÉRATIONS AVEC LE VIET NAM	99
La coopération en physique.....	99
Le Viet Nam et la chimie	104
Le centre de service d'analyse et d'expérimentation.....	111
Enseignement en biologie fondamentale à l'INHE.....	119
Cours organisés à l'INHE.....	127
Enseignement en biologie fondamentale	129
Des aventures autour des vaccins	133
Contribution de chercheurs pasteurien.....	144
Les débuts de la coopération en agronomie.....	152
La coopération dans le domaine biologie et agriculture.....	154
Coopération en didactique des mathématiques.....	156
Le programme CNRS-CNSNT dans le domaine de l'eau...	159
Biologie animale et biotechnologies : de la coopération au partenariat	168
La formation technique	180
Coopération du CCSTVN en informatique	189
La formation des ingénieurs au Viet Nam	197
École nationale vétérinaire de Toulouse	201
La coopération en sciences sociales et humaines	203
La coopération en recherche démographique	210
COLLOQUE DU 29 NOVEMBRE 2003	217
I Interventions des institutionnels.....	217
Intervention du vice-ministre Bui Manh Hai	217
Intervention de Daniel Weissberg.....	219
Intervention de Minh Ha Pham Delegue.....	221
Intervention de Georges Béréziat.....	224
Intervention de Georges Michailesco	227
II Résumé des débats.....	228
III Table ronde.....	230
Interventions de la salle	238
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	245
CONTRIBUTEURS.....	247
TABLE DES MATIÈRES	251



Viet Nam une coopération exemplaire

Henri Van Regemorter
(1925-2002)
Parcours d'un militant

Le présent ouvrage rend hommage à l'engagement exemplaire d'un grand scientifique, Henri Van Regemorter aux côtés du Viet Nam. Cet engagement a été politique mais était sous-tendu par un souci primordial, l'aide au développement scientifique et technique de ce pays.

Dès 1953, alors que la fin de la guerre française d'Indochine se profilait, Henri Van Regemorter pensait que « le Viet Nam pays neuf aura besoin de cadres... et fera certainement appel au concours des ingénieurs et professeurs français ». Il participa à la création en 1965 du « Collectif intersyndical universitaire d'action Vietnam, Laos, Cambodge », puis fonda en 1973 le « Comité pour la coopération scientifique et technique avec le Viet Nam » (CCSTVN), appuyé par un comité de parrainage prestigieux. Dans le Collectif, puis grâce au CCSTVN, il fut le moteur et la cheville ouvrière de multiples coopérations avec le Viet Nam surtout en sciences et techniques, mais aussi en sciences humaines.

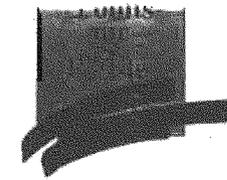
Outre des témoignages personnels, l'ouvrage contient de nombreux rapports des auteurs de ces coopérations et actions de formation, universitaires, ingénieurs, techniciens, chercheurs français et vietnamiens. Ces contributions furent pour la plupart exposées au cours du colloque qui s'est tenu le 29 novembre 2003 à la mémoire d'Henri Van Regemorter, et auquel participèrent des représentants du ministère des Affaires étrangères, de l'Agence universitaire de la francophonie, du CNRS, d'universités.

Cet ouvrage montre comment être militant et internationaliste correspond à des actions concrètes et sur le long terme, qui contribuent à un rapprochement réel et véritable entre les peuples.

ISBN : 2-7475-7198-X
21,50 €



9 782747 571982



Viet Nam une coopération exemplaire

Henri Van Regemorter
(1925-2002)
Parcours d'un militant

Textes réunis par Nicole Simon-Cortés
et Alain Teissonnière
avec un message du général Giap

Viet Nam
Une coopération exemplaire

Comité pour la Coopération
Scientifique et Technique avec le Viet Nam



Comité pour la Coopération
Scientifique et Technique
avec le Viet Nam

L'Harmattan